



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Communique-de-presse-du-vendredi-7>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°21 > **Communiqué de presse du vendredi 7 février 2003**

1er avril 2003

Communiqué de presse du vendredi 7 février 2003

EDF : le Réseau « Sortir du nucléaire » dénonce la privatisation des bénéfices et la nationalisation du passif du nucléaire.

A l'occasion de son assemblée générale annuelle (Bordeaux, 1er et 2 février), le Réseau « Sortir du nucléaire » a signé l'appel « EDF vous appartient, défendez votre patrimoine ».

Le Réseau « Sortir du nucléaire » dénonce le machiavélisme du projet gouvernemental concernant l'avenir d'EDF : au secteur privé les bénéfices de la vente d'électricité nucléaire, aux citoyens le coût (en plus de leurs factures EDF) du démantèlement futur des centrales nucléaires et de la gestion des déchets nucléaires. Le Réseau « Sortir du nucléaire » estime que les projets gouvernementaux apportent la preuve de la forte sous-évaluation du kilowattheure nucléaire : la privatisation d'EDF ne pourrait se faire qu'avec la reprise par l'Etat du terrible passif constitué par le démantèlement futur des centrales nucléaires et la gestion des déchets nucléaires.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » apporte son soutien aux salariés du service public, y compris à ceux de l'industrie nucléaire à qui il propose un objectif commun : empêcher la privatisation d'EDF et reconstruire un véritable service public de l'énergie, dénucléarisé, créateur d'emploi par la mise en œuvre de programmes d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables.

Le Réseau « Sortir du Nucléaire » est une des premières associations à signer cet appel qui a déjà reçu l'accord de plus de 4000 personnes dont de très nombreux salariés EDF.

Taiwan : les antinucléaires se mobilisent en faveur d'un référendum

Pour ou contre le nucléaire ? Le Parti Démocrate Progressiste (DPP) n'a pas encore tranché, depuis que les travaux sur le site de la future 4ème centrale, après une suspension fin 2000, ont finalement repris au ralenti en 2001.

Cela n'empêchera pas le Premier ministre Yu Shyi-kun de rencontrer le 17 mars Lin I-hsiung, une personnalité appartenant au parti au pouvoir qu'il en a occupé la présidence qui figure parmi les plus engagés des opposants au nucléaire.

Au cours de leur tête-à-tête, les deux hommes aborderont vraisemblablement l'attitude du gouvernement vis-à-vis de ce type d'énergie et aussi la possibilité de tenir un référendum sur la question, un point auquel sont très attachés les antinucléaires.

Hautement respecté dans les rangs indépendantistes, Lin I-hsiung, en compagnie d'autres militants, a entrepris le 21 septembre 2002 une marche de 1 000 km autour de l'île qui devrait durer 50 semaines.

Le 19 mai prochain, il prévoit aussi d'organiser une manifestation assise devant le Palais présidentiel en faveur d'une consultation populaire au plus vite sur la question.

Le gouvernement étudie effectivement la possibilité de donner un cadre légal aux référendums, tant qu'ils ne portent pas sur des questions sensibles d'identité nationale. Un texte pourrait être soumis au Yuan législatif avant les présidentielles de mars 2004.

Source : TAIWAN INFO - Vendredi 7 mars 2003 (Taiwan Info est un site de l'Office d'Information du Gouvernement de la République de Chine.)